



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 2 au 6 mars 2026

Faits saillants

- **Conflit au Moyen-Orient : vers un risque stagflationniste pour l'économie japonaise**
- **Vulnérabilités structurelles de l'approvisionnement énergétique du Japon et de la Corée du Sud**
- **Choc et haute volatilité des marchés japonais et sud-coréens avec un net décrochage du Kospi sur les premiers jours**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/03	Var. vs. 27/02
USD/JPY	157,6	+1 %
USD/KRW	1 469	+2,1 %
Nikkei 225	55 621 pts	-5,5 %
KOSPI	5 585 pts	-11 %
JGB 10 ans	2,166 %	+5 pbs
KTB 10 ans	3,601 %	+15 pbs

Japon

Macroéconomie

Conflit au Moyen-Orient : inflation et politique économique | Les analystes craignent un scénario stagflationniste au Japon, entre risques de hausse de l'inflation importée et moindre croissance du fait d'une consommation atone et d'une baisse de la compétitivité due à la hausse des prix des intrants. Selon le *Nomura Research Institute* (NRI), une perturbation prolongée des opérations dans le détroit d'Ormuz -à savoir au-delà des 4 à 5 semaines évoquées par le Président américain- pourrait engendrer un recul du PIB réel de -0,18 % et une hausse du taux d'inflation de +0,31 % (suivant le postulat d'un prix fixé à 87 USD/bbl). La Première ministre S. Takaichi – dont la nette victoire lors des élections législatives anticipées du 8 février a largement reposé sur l'attente des ménages d'une politique économique visant à atténuer les pressions inflationnistes – pourrait ainsi prolonger voire amplifier les mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages. Le projet de budget pour l'exercice fiscal 2026-2027 (estimé à 670 Mds EUR, un seuil record) devrait être adopté de façon accélérée, d'ici le 13 mars, et pourrait être rehaussé, sans indication sur les modalités de financement supplémentaire (recours aux réserves de change, équivalentes à 29 % du PIB, ou émissions obligataires complémentaires, faisant peser respectivement le risque d'une pression à la hausse sur les taux des titres souverains américains ou domestiques). Alors qu'un rehaussement du taux directeur (actuellement fixé à 0,75 %) de 25 pbs était initialement attendu par les acteurs de marché dès la réunion de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) du 28 avril ou du 16 juin,

l'approche traditionnellement *data-driven* de la Banque centrale pourrait se traduire par un report de son cycle de normalisation monétaire, alors que des facteurs importés d'inflation pourraient se substituer aux facteurs domestiques (+1,5 % en janvier, en-deçà de l'objectif de 2 % de la BoJ pour la première fois depuis 4 ans, grâce à l'accalmie des prix alimentaires).

Investissements directs étrangers | Dans le cadre d'une conférence organisée le 2 mars par le Ministère des Affaires étrangères (MoFA), le gouvernement japonais a réaffirmé ses objectifs d'attractivité consistant à porter le stock d'investissements directs étrangers (IDE) au Japon de 53 300 Mds JPY (environ 300 Mds EUR) actuellement, à 120 000 Mds JPY (660 Mds EUR) d'ici 2030, puis 150 000 Mds JPY (825 Mds EUR) en 2050. A cette fin, cinq leviers devraient être mobilisés : les investissements dans les secteurs de la transition écologique (*Green Transformation* – GX), de la transformation numérique (*Digital Transformation* – DX) et des sciences de la vie, le développement de l'écosystème start-up, l'amélioration continue et systématique de l'environnement des affaires (procédures en anglais, guichet unique, etc.), l'attraction de talents qualifiés – en particulier dans le secteur des semi-conducteurs – et le renforcement de la promotion du territoire « Japon » via l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO). L'archipel se prévaut par ailleurs de solides atouts : 1^{er} en Asie pour l'indice de confiance IDE, 2^{ème} en Asie parmi les pays du G20 pour la qualité des infrastructures, et 1^{er} mondial en matière de complexité économique (indice qui mesure la sophistication productive d'un pays en fonction de la diversité et de la rareté des produits qu'il est capable d'exporter).

Secteur financier

Marché boursier | Sous l'effet de l'intensification du conflit au Moyen-Orient, les marchés japonais ont subi une correction marquée sur trois séances consécutives depuis le 2 mars, le *Nikkei 225* cédant jusqu'à -3,6 % et le *TOPIX* -2,44 %, avec l'ensemble des 33 indices sectoriels en repli. Les valeurs bancaires (-6,3 %) et technologiques, en particulier *Advantest* et *Tokyo Electron* (-3 % chacun), ont tiré les indices vers le bas, tandis que les raffineurs ont fait preuve de résilience. Le *Nikkei VIX*, qui appréhende le degré de volatilité du marché boursier japonais, a bondi de +77 %, à 53,1 – son plus haut depuis avril 2025. Les marchés ont rebondi jeudi, le *Nikkei 225* reprenant jusqu'à +4,4 % à 56 620 points et le *TOPIX* +4 %, portés par des données économiques américaines favorables et une stabilisation des cours pétroliers. *Citigroup*, qui avait dégradé les actions japonaises de « surpondérer » à « sous-pondérer » au plus fort de la volatilité des marchés, les identifie désormais comme les mieux positionnées pour un rebond mondial et privilégie le *Nikkei 225* pour un « achat sur repli ».

Marché des changes | Le conflit en cours au Moyen-Orient pourrait, en cas de prolongement des hostilités, alimenter un nouvel épisode de dépréciation du yen face au dollar US (actuellement autour de 157 JPY pour 1 USD). La devise japonaise serait fragilisée à la fois par l'intensification des flux sortants liés au financement des importations énergétiques et par l'affaiblissement, sinon la perte totale, de statut de valeur refuge. La Ministre des Finances, S. Katayama, a adressé aux acteurs de marché un avertissement public le 3 mars indiquant surveiller la situation avec « une vigilance extrême », ajoutant considérer, en tant que de besoin, la possibilité d'une intervention sur le marché des changes, conformément au communiqué conjoint nippo-américain du 11 septembre dernier réaffirmant une coordination étroite pour lutter contre les mouvements de change excessifs. L'hypothèse d'une stabilisation du yen au-delà du seuil traditionnel de tolérance des autorités japonaises, estimé par les acteurs de marché à 160 JPY pour 1 USD, n'est toutefois pas à exclure.

FIN/SUM 2026 | Organisé à Tokyo du 3 au 6 mars dans le cadre de la *Japan Fintech Week*, le sommet *FIN/SUM 2026* a réuni des membres du gouvernement, les régulateurs et les acteurs du secteur financier privé autour de l'impact de l'IA et de la *blockchain* sur le système financier domestique. À cette occasion, la Première ministre S. Takaichi a réaffirmé que la modernisation financière était un levier central de sa stratégie de croissance, et qu'elle souhaitait faire du Japon une « *Leading Asset Management Nation* » – confirmant ainsi l'ambition lancée sous le gouvernement Kishida en 2023. La *Financial Services Agency* (FSA) a appelé les institutions financières à transformer leurs modèles d'affaires via l'IA et a publié simultanément un document de réflexion sur ce sujet. Temps fort de l'évènement, le Gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), K. Ueda, a annoncé que la Banque centrale allait expérimenter l'utilisation de la *blockchain* pour régler les dépôts en compte courant des institutions financières, ouvrant la voie à des règlements instantanés 24h/24. Il a également évoqué le « *Projet Agorá* » – auquel prennent part la BoJ et la Banque de France, à côté de 5 autres Banques centrales (dont la Banque de Corée) –, initiative pilotée par la Banque des règlements internationaux (BRI), visant à expérimenter l'usage de dépôts bancaires tokenisés, adossés à la monnaie de banque centrale, afin d'améliorer l'efficacité des paiements transfrontaliers. La BoJ poursuit par ailleurs ses projets-pilotes sur une monnaie numérique de banque centrale *retail* et entend réorganiser son forum de travail dédié pour mieux intégrer l'expertise du secteur privé.

Secteurs non financiers

Iran – Énergie | Bien que le Japon n'importe plus de ressources énergétiques d'Iran (alors que le pays assurait 70 % de ses approvisionnements en pétrole brut d'Iran en 1973), il est très fortement exposé au conflit en cours en raison de ses dépendances aux autres pays du Moyen-Orient et à la route maritime de détroit d'Ormuz. Selon l'Energy Information Administration (EIA), environ 1,6 millions de barils de pétrole brut par jour à destination du Japon transitent par le détroit d'Ormuz (plus de 90 % du pétrole importé du pays) et 4,4 millions de tonnes métriques de GNL. Il n'existe à ce jour pas d'alternative crédible pour acheminer de tels volumes : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis disposent d'infrastructures permettant d'éviter le détroit, mais leur capacité cumulée n'atteint que 2,6 millions de barils de pétrole par jour, ce qui serait insuffisant pour fournir les pays asiatiques qui en dépendent (13,4 millions de barils de pétrole et 82,4 tonnes métriques de GNL par jour) en cas de blocage prolongé. Malgré une contribution marginale des importations via le détroit d'Ormuz à la production électrique domestique, le prix de l'électricité au Japon reste par ailleurs exposé aux cours mondiaux du pétrole. Il est donc susceptible de renchérir le cours de l'électricité à terme. Sur le plan industriel, le conflit pourrait avoir une incidence significative sur le secteur de la pétrochimie, et plus modérément sur celui de la mobilité et des transports. Le Japon dispose aujourd'hui de stocks de pétrole permettant de répondre à ses besoins pendant 254 jours ; celui de gaz de pétrole liquéfié (GPL) permettrait de couvrir 105 jours ; celui de gaz naturel 2 à 3 semaines ; et ceux de charbon environ 30 jours. La diversification des approvisionnements japonais de GNL, via l'Australie (41,6 %) et la Malaisie (15,6 %) par exemple, et les d'achats structurellement excédentaires de GNL du pays (de l'ordre de 140 % de la consommation domestique) devraient permettre de compenser la baisse des volumes de GNL du Moyen-Orient. Cependant, si le conflit venait à durer, la réallocation prioritaire de certains volumes vers le marché domestique pourrait nécessiter une coordination entre le gouvernement et les acheteurs privés japonais, généralement solidaires des politiques nationales. Près de 42 navires liés aux échanges avec le Japon sont actuellement bloqués dans le Golfe. Malgré ces perturbations, le gouvernement japonais a fait savoir qu'il ne prévoyait pas de mobiliser ses stocks stratégiques dans l'immédiat.

Sécurité | Le gouvernement japonais prévoit de soumettre à la Diète un projet de loi visant à créer d'ici juillet une agence nationale de renseignement chargée de centraliser la collecte et l'analyse d'informations stratégiques au sein de l'administration. Le projet, soutenu par la Première ministre Sanae Takaichi, vise à assister et éclairer les décisions de politique publique et de sécurité nationale du gouvernement. La nouvelle structure résulterait d'une évolution statutaire du *Cabinet Intelligence and Research Office (CIRO)*, dont les compétences seraient élargies et qui serait placée sous l'autorité d'un directeur national du renseignement. Un conseil national du renseignement, présidé par la Première ministre et réunissant plusieurs ministres, serait également créé. L'objectif de cette initiative est d'améliorer la coordination entre ministères pour garantir la remontée des informations les plus sensibles au sommet de l'exécutif. Cette réforme s'inscrit dans un contexte de renforcement sécuritaire face à l'intensification des rivalités géopolitiques en Asie, notamment avec la Chine.

Automobile | Suite à la simplification des procédures de certification des automobiles américaines, en lien avec l'accord tarifaire entre le Japon et les États-Unis, Honda a annoncé la commercialisation de véhicules produits en Amérique du Nord à partir du 2nd semestre 2026. Le constructeur prévoit ainsi d'importer au Japon le SUV *Passport TrailSport* et la berline sportive *Integra* – produits respectivement en Alabama et en Ohio – sous sa marque haut de gamme *Acura*, qui fera ainsi ses débuts sur le marché japonais depuis sa création en 1986. Par ailleurs, le groupe prévoit de lancer au printemps au Japon un nouveau véhicule électrique sous la marque Honda Insight, dérivé d'un modèle produit en Chine. Cette initiative marquera la première commercialisation au Japon d'un véhicule électrique fabriqué en Chine par un constructeur automobile japonais. De son côté, Toyota Motor a fait part de son intention de réduire d'environ 40 000 unités la production de véhicules -dont le SUV *Toyota Land Cruiser*- destinés au Moyen-Orient en mars et avril prochain, cette décision étant liée aux perturbations logistiques provoquées par la fermeture du détroit d'Ormuz. Cette situation illustre la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement automobiles face aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, affectant les principales routes maritimes.

Défense | Le Japon négocie actuellement avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour permettre à ses start-ups d'accéder au programme d'innovation militaire *Defence Innovation Accelerator for the North Atlantic (DIANA)*. Si un accord était conclu, les entreprises japonaises pourraient devenir les premières issues d'un pays non membre à intégrer le programme d'accélération technologique. Le programme soutient des technologies à double usage telles l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le spatial et le quantique. Les start-ups sélectionnées bénéficient d'infrastructures d'essai, d'un accompagnement d'experts et d'un accès facilité aux marchés publics de défense des pays membres. Cette initiative s'inscrit dans le renforcement de la coopération sécuritaire entre le Japon et l'alliance depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Tokyo espère par ce biais également accélérer le développement de son écosystème technologique et militaire face à la concurrence russe et chinoise.

Corée du Sud

Macroéconomie

Conflit au Moyen-Orient | En réponse à l'escalade du conflit au Moyen-Orient, l'indice boursier KOSPI a reculé de -18,4 % sur les séances des 3 et 4 mars, soit sa plus forte baisse sur deux jours depuis la crise financière de 2008, tandis que le won s'est fortement déprécié, dépassant brièvement le seuil des 1 500 KRW pour 1 USD pour la première fois depuis 2008. Le risque d'un

blocage du détroit d'Ormuz et la montée des prix du pétrole constituent un facteur de vulnérabilité très marqué pour l'économie sud-coréenne, bien que le gouvernement ait rappelé disposer de réserves stratégiques de pétrole couvrant près de 7 mois de consommation. Cette situation met en lumière la forte dépendance énergétique de la Corée au Moyen-Orient : 63 % de ses importations en pétrole brut transitent par le détroit d'Ormuz, et plus de 20 % de ses importations de gaz naturel liquéfié proviennent de la région. Des facteurs spécifiques au marché coréen expliquent aussi l'ampleur de la correction boursière dont (i) le poids élevé des valeurs technologiques dans l'indice, très sensibles aux cycles mondiaux, (ii) la forte présence d'investisseurs étrangers amplifiant les mouvements de vente en période d'aversion au risque, et (iii) un mouvement de correction suite au fort *rally* récemment enregistré par le marché coréen. En réaction, les autorités ont activé leur dispositif de surveillance et indiqué se tenir prêtes à mobiliser des instruments de stabilisation des marchés pouvant atteindre 100 000 Mds KRW (68 Mds USD), contribuant dans la foulée à un rebond partiel des marchés.

Commerce extérieur | En février, les exportations sud-coréennes ont atteint 67,5 Mds USD, en hausse de +29 % en glissement annuel (g.a.), marquant leur 9^{ème} mois consécutif de progression et un niveau record pour un mois de février, malgré un nombre réduit de jours ouvrés lié au Nouvel An lunaire. Cette forte croissance a été principalement portée par les semi-conducteurs, dont les ventes ont bondi de +161 %, à 25,1 Mds USD, dans un contexte de forte demande liée à l'IA. En revanche, les exportations ont reculé dans la plupart des secteurs, notamment l'automobile (-22 % en g.a.), en raison d'une baisse de la production liée aux congés du Nouvel An lunaire, ainsi que les produits pétroliers (-4 %), la pétrochimie (-15 %) et l'acier (-8 %), pénalisés par la baisse des prix dans un contexte de surcapacité mondiale. Par destination, les exportations ont fortement progressé vers les États-Unis (+30 %), la Chine (+34 %) et l'ASEAN (+30 %), et plus modérément vers l'Union européenne (+10 %). Dans le même temps, les importations de la Corée ont progressé à un rythme plus contenu (+7,5 %, à 51,9 Md USD), conduisant à un excédent commercial de 15,5 Mds USD sur le mois.

Secteurs non-financiers

Données | Le 27 février, le gouvernement a approuvé sous conditions le transfert à l'étranger de cartes à haute précision (échelle 1:5 000) sollicité par Google, mettant fin à un blocage de 19 ans, tout en imposant le masquage des sites sensibles, un traitement des données sur des serveurs domestiques via un partenaire local, ainsi qu'une exportation soumise à validation préalable. Limitée aux services de navigation, cette décision - motivée notamment par les négociations avec les États-Unis - pourrait améliorer la précision de *Google Maps* sur la carte sud-coréenne mais bouleverser le marché local dominé par des acteurs locaux tels *Naver*, *Kakao* et *TMAP Mobility*, désormais exposés à une concurrence accrue. Les autorités devront donc veiller au strict respect des conditions afin de garantir la sécurité nationale et adopter une stratégie de négociation ferme face aux pressions américaines liées aux barrières non tarifaires.

Santé | Le ministère de la Santé sud-coréen a présenté un plan d'investissement pour soutenir l'industrie de la santé, qui se décline en un apport de 750 Mi USD pour financer la recherche, 160 Mi USD pour soutenir les entreprises s'ouvrant au marché international, et 100 000 USD pour financer les essais cliniques dits de « phase 3 », cruciaux pour l'aboutissement des projets des entreprises de taille moyenne. Le ministère affirme sa volonté de faire du secteur pharmaceutique, de l'équipement médical et du cosmétique, un pilier majeur des exportations sud-coréennes et un puissant moteur de croissance. L'année 2025 a vu les exportations de ce secteur croître de plus de 10 points grâce à la forte demande mondiale de cosmétiques tirée

par la *K-Wave*. Le gouvernement souhaite prolonger cette croissance en atteignant 30,4 Mds USD d'exportations en 2026 (+9 % par rapport à 2025).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.